

L'euro a perdu 0,3 %, passant sous 1,12 dollar. Un mouvement qui n'a pas échappé au président américain. Donald Trump s'est fendu d'un « tweet » rageur, accusant Mario Draghi de donner un avantage concurrentiel « injuste » aux Européens.

préciser alors que l'Etat doit emprunter un montant record de 200 milliards d'euros cette année. Mais le « papier » tricolore sera-t-il toujours recherché ? « Je n'ai pas d'inquiétude quant à l'attractivité de la dette française. La baisse des taux de moyen et long termes est le signe

actuels, préfèrent détenir des actifs très liquides et peu risqués, plutôt que des actifs risqués », assure Anthony Requin, patron de l'Agence France Trésor, qui place la dette.



Lire Crible  
Page 38

# Une bonne surprise budgétaire pour Emmanuel Macron

**Bercy peut espérer des économies substantielles dans les mois à venir sur la charge de la dette. Au-delà, le débat sur l'opportunité de profiter de ces taux bas pour encourager l'investissement pourrait être relancé.**

**Renaud Honoré**  
@r\_honore

Après la « cagnotte fiscale » des années Jospin, la « cagnotte Draghi » ? Le gouvernement doit en effet s'attendre à profiter d'une manne non négligeable pour ses finances publiques dans les mois qui viennent grâce à l'engouement des investisseurs pour la dette française. Déjà que l'Etat bénéficiait de conditions de financement très clémentes, voilà maintenant qu'il va gagner de l'argent en s'endettant à 10 ans. De quoi réduire encore le poids de la charge de la dette dans les comptes publics. « C'est en effet plutôt une bonne nouvelle. Nos prévisions devraient être probablement révisées à la baisse début juillet lors du débat budgétaire », reconnaît-on à Bercy.

Sans trop d'efforts, l'exécutif peut ainsi espérer faire des économies significatives sur la dépense publique. En septembre dernier, le projet de loi de finances prévoyait un taux de l'OAT à 10 ans de 2,15 % fin 2019, et une charge de la dette de 42,1 milliards d'euros. Six mois plus tard, en avril de cette

année, premier changement de pied : cette fois les experts de Bercy disaient s'attendre à un taux de 1,25 % fin 2019 pour une charge de la dette de 37,1 milliards.

Ce niveau est donc appelé à être encore réduit, et ce alors même que le niveau de la dette devrait pourtant augmenter légèrement cette année (à 98,9 % du PIB). « On voit que le gouvernement a beaucoup de mal à trouver de quoi financer la baisse de l'impôt sur le revenu de 5 milliards d'euros qu'il a promis, mais il est clair que c'est la baisse des taux qui va financer en grande partie ce cadeau fiscal », estime François Ecalle, ancien conseiller à la Cour des comptes et responsable du site Fipeco.

**Les effets de ce nouvel environnement macroéconomique pourraient se faire sentir pendant une bonne partie du quinquennat.**

Les effets de ce nouvel environnement macroéconomique pourraient se faire sentir pendant une bonne partie du quinquennat. En décembre dernier, avant même qu'une nouvelle baisse des taux de la BCE devienne une hypothèse envisageable, la Banque de France cal-

culait que le coût de financement de l'Etat allait continuer sur une pente descendante jusqu'en 2021. Le chiffre d'une charge de la dette ramenée à 32 milliards d'euros était même avancé. Une marge de manœuvre appréciable, alors que le gouvernement a nettement desserré les vannes budgétaires pour répondre à la crise des « gilets jaunes ». La situation a des airs de déjà-vu, puisque 40 % de la réduction du déficit durant le quinquennat de François Hollande avait été obtenue par la baisse des taux d'intérêt, selon la Cour des comptes.

**Débat sur l'investissement**  
Au-delà, il est probable que cette manne inespérée relance le débat au sein de la majorité sur l'opportunité pour l'Etat de multiplier les investissements. « Il faut se servir [de cette période de taux bas, NDLR] pour des dépenses d'investissement comme l'écologie et les réformes. Malgré son niveau d'endettement, c'est également vrai pour la France, à condition de réduire les dépenses courantes », plaide mardi dans « Les Echos » Jean Pisani-Ferry, l'ancien responsable du programme économique d'Emmanuel Macron. « Tout endettement supplémentaire est un grand risque. L'Etat emprunte à 8 ans en moyenne, et rien ne dit que les taux seront encore à ce niveau si bas dans huit ans », répond François Ecalle. ■